



Neuvième session plénière de l'Assemblée régionale et locale euro-méditerranéenne (ARLEM). 20 et 21 février 2018. Égypte

Intervention de M. Vicent Garcés Ramón, Président de la Fondation Assemblée des Citoyens et Citoyennes de la Méditerranée (FACM)

Chers autorités, amis et amies de la Méditerranée,

C'est un honneur pour moi de m'adresser à vous, en tant que Président de la Fondation Assemblée des Citoyens et Citoyennes de la Méditerranée (FACM). Nous espérons que la présence d'une organisation citoyenne comme la nôtre sera profitable pour tous.

À PROPOS DE LA FACM

La Fondation Assemblée des Citoyens et Citoyennes de la Méditerranée (FACM) est un réseau de dialogue, proposition et action citoyenne, fondée sur les valeurs démocratiques de la liberté, la paix, le respect des droits humains, la diversité culturelle et la responsabilité environnementale. Elle vise à favoriser l'émergence d'une voix et une action citoyenne commune pour avancer vers la construction d'une Communauté des Peuples de la Méditerranée. Elle pratique la diplomatie citoyenne.

Le siège de la fondation est situé à Valencia / Espagne. Son réseau compte avec vingt-sept Cercles de citoyens de caractère local et une présence dans vingt pays méditerranéens. Les Cercles de citoyens sont situés dans des villes de la côte méditerranéenne et entretiennent des relations avec les institutions publiques locales et régionales.

Pour définir et rendre possible son travail, la FACM se réunit périodiquement avec son réseau de Cercles. Le premier rencontre a eu lieu à Valencia/Espagne le 2010, puis dans Tunisie le 2011, Volos/Grèce le 2012, Istanbul le 2013, Marseille le 2014 et Tirana le 2015.

La dernière de nos rencontres s'est tenu du 9 au 12 novembre à Casablanca, à fin de débattre sur les besoins et les outils d'action de la citoyenneté pour acquérir la paix et le progrès.

La FACM manifeste sa plus grande préoccupation par la triste réalité de milliers de personnes mortes pour vouloir traverser la mer ou le désert. Ce fait constitue la preuve la plus flagrante de l'échec des politiques développées dans la région.

La FACM dans ses réunions appelle à la résistance de la citoyenneté contre l'islamophobie et toutes les formes de racisme ou de xénophobie, tout en promouvant la reconnaissance et le respect de la dignité et de la diversité des peuples méditerranéens et des personnes.

DIAGNOSTIC

La FACM souligne l'urgence de proposer des outils et des projets pour retrouver une Méditerranée en paix et un développement durable, qui profite à tous. Le développement exige la démocratisation et la résolution des problèmes de mobilité, de chômage et de corruption.

Dans le rencontre de notre Fondation à Casablanca le dernier mois de novembre, a été soulevé que l'annonce de la fin de Daech ne signifie pas la fin de la radicalisation mais elle va engendrer d'autres problèmes comme: le retour des radicalisés, sa réinsertion et réhabilitation ; l'impunité; la responsabilité des régimes de la méditerranée en matière de gouvernance des conflits; la politique de 'Deux poids deux mesures' poursuivie par certains pays; l'utilisation de la religion à des fins politique; la relation entre les programmes d'éducation et d'insertion sociale des jeunes.

Dans un contexte où la société est menacée par la violence, les jeunes doivent être confrontés aux questions sociales de manière contradictoire, comme un moyen de pacifier les relations entre les humains et de rétablir le lien social, un moyen de développer la responsabilité et de favoriser la construction d'un citoyen actif et participatif.

La coexistence et le dialogue sont des valeurs importantes à développer à travers les voies politiques et éducatives dans le but d'accroître la compréhension, le respect de la diversité et la promotion de la tolérance.

Il est important d'imaginer des actions éducatives destinées aux jeunes afin de les encourager à maîtriser les concepts et le contenu des droits de l'homme, les valeurs de justice, de liberté, accepter les différences et assumer ses responsabilités.

QUELQUES PROPOSITIONS

La déradicalisation c'est une solution de contrainte, intervenant en aval, tandis que la prévention de la radicalisation est plus efficace.

De ce point de vue, il est proposé au niveau local :

- Redonner aux jeunes l'envie de vivre à travers la formation et l'emploi.
- Réformer la gestion du culte et confier aux autorités publiques la prise en charge des imams, à l'instar des hommes d'église.
- Avancer vers une gestion pluridisciplinaire, complémentaire, entre acteurs politiques/sécuritaires et praticiens de terrain tels que les assistants sociaux, avec l'implication des sociologues, des psychologues et des anthropologues.

En s'appropriant les concepts de la tolérance et de la paix les jeunes adoptent alors des conduites inspirées des droits humains, apprennent à adopter des comportements de compréhension et de respect de la diversité. Les jeunes seront impliqués, ainsi, dans la prévention de la violence et le maintien des valeurs de respect de la diversité culturelle et religieuse, de l'égalité et de la non-discrimination.

En ce sens, les Cercles Citoyens de la FACM sont prêts à élargir leur collaboration avec les autorités locales afin de favoriser la mobilité des jeunes, lever les obstacles, les préjugés, les peurs de l'autre, et l'ouverture sur

le monde. Un instrument utile pour cela peut être l'implication des jeunes dans des projets à perspective méditerranéenne.

La FACM favorise la sécurisation de la Méditerranée et l'éradication du terrorisme dans tout le bassin sans mettre en péril les libertés et les droits de l'homme.

La FACM appelle donc toutes les institutions publiques locales et régionales du pourtour méditerranéen à :

- lancer de grands plans en faveur de la jeunesse et utiliser la culture et la pensée critique comme un outil qui mène vers la démocratie participative, tout en favorisant sa mobilité et la perspective de genre.**
- signaler les savoirs, l'éducation, la formation professionnelle et la culture comme des domaines prioritaires pour la coopération méditerranéenne.**
- lutter contre le chômage et les inégalités, réduire les tensions sociales, économiques et militaires en respectant les droits humains.**

Pour conclure, le rencontre de notre Fondation à Casablanca, le dernier mois de novembre a fini:

- invitant les autorités de tous les pays à lutter contre les guerres et à la construction d'une citoyenneté méditerranéenne mûre qui favorise la paix et le développement.**
- appelant les citoyens et citoyennes méditerranéennes à continuer ses luttes pour la dignité, la liberté, l'égalité et la solidarité.**

Merci beaucoup.

Le Caire, 21 février 2018